

Les avantages économiques



QUESTERRE ENERGY CORPORATION • AOÛT 2011

LES AVANTAGES ÉCONOMIQUES DU DÉVELOPPEMENT DES SHALES D'UTICA

- Entre 2015 et 2025, cette industrie pourra créer de 5000 à 19 000 emplois chaque année.
- La production locale de gaz naturel réduirait le déficit commercial du Québec d'un montant variant de 800 millions à 3 milliards de dollars par année.
- Les municipalités pourraient percevoir plus de 25 millions de dollars chaque année en droits et en impôts fonciers sur les installations.
- Avec son succès commercial, chaque montant de 100 millions de dollars dépensé par cette industrie dans les biens et services du Québec rapporte 58 millions de dollars de richesse.
 - Ceci ne comprend pas les 12 millions de dollars de profits supplémentaires qu'engendrerait cette activité

Le shale d'Utica peut créer d'importants profits économiques pour la province de Québec. Lors du développement commercial complet, ces profits pourraient comprendre la création de richesses allant de 280 millions de dollars à plus d'un milliard par année, ainsi que la création annuelle de plus de 5000 à 19 000 nouveaux emplois, comme l'a estimé prudemment le Groupe Secor dans leur étude publiée en 2010. De plus, la production locale de gaz naturel réduirait le déficit commercial du Québec d'un montant variant de 800 millions à 3 milliards de dollars par année.

Les profits les plus importants, qui ne figuraient pas dans l'étude menée par Secor, proviennent du développement de nouvelles entreprises et de l'expansion d'entreprises existantes au Québec, afin de fournir les biens et services nécessaires à cette industrie.

LES AVANTAGES D'UN SECTEUR DE SERVICES LOCAL

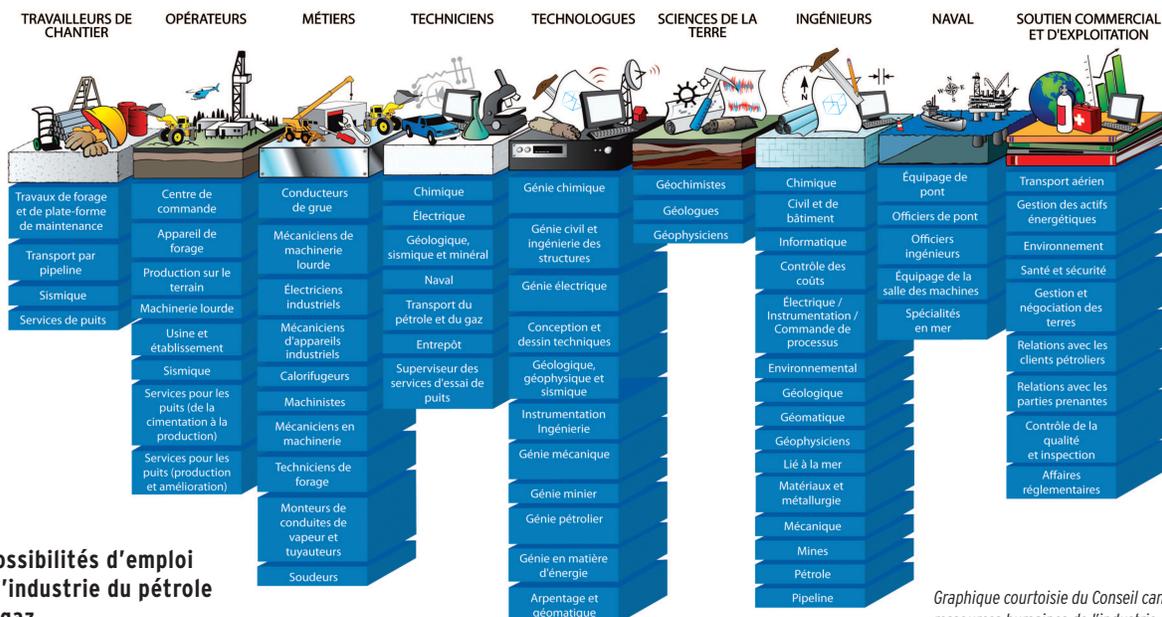
Les biens et services locaux sont essentiels au bon développement du shale d'Utica au Québec. En éliminant les frais de transport de l'Ouest du Canada, l'industrie sera en mesure de réduire ses coûts et d'obtenir des économies d'une ampleur nécessaire pour générer un profit.

Le Québec pourrait devenir un secteur de services au niveau régional pour l'Est du Canada

La création d'un secteur de services au niveau régional assurera la réalisation des avantages économiques prévus. La croissance de ce secteur garantira qu'une large proportion des dépenses effectuées pour l'Utica sera faite directement au Québec, ce qui accroîtra d'autant plus ces avantages. Cette nouvelle industrie pourrait se développer afin de servir, en plus du Québec, les provinces voisines, comme le Nouveau-Brunswick, où on commence à développer le gaz de shale.

Le secteur des services génère 10 fois plus d'emplois que les producteurs

Une étude du Canadian Energy Research Institute a estimé qu'au Canada, le secteur des services de l'industrie pétrolière et gazière représente 65 milliards de dollars, soit 5% du PIB. Il emploie près de 800 000 personnes, soit presque 10 fois plus que les producteurs de gaz et de pétrole. Actuellement, le Québec compte pour 5% ou soit 3 milliards de dollars de ce secteur, grâce à ses industries de fabrication de matériel pour l'industrie pétrolière et gazière.



Les possibilités d'emploi dans l'industrie du pétrole et du gaz

Graphique courtoisie du Conseil canadien des ressources humaines de l'industrie de pétrole



- 108 métiers différents avec une formation en cours d'emploi.
- 100 métiers différents accessibles après 2-3 années de formation technique
- 106 métiers différents qui nécessitent un diplôme universitaire en géologie ou en ingénierie
- 65 métiers différents accessibles avec un certificat de compétences
- 62 métiers qui ne sont pas spécifiques au gaz ni au pétrole

La majorité des emplois dans le secteur des services sont des emplois que les Québécois peuvent occuper aujourd'hui

UNE CRÉATION DE RICHESSES POUR LE QUÉBEC

Secor prévoit que lors du développement, les recettes publiques varieront de 120 millions à 484 millions de dollars par année, montant constitué de 30% à 40% par les impôts sur le revenu des particuliers et autres impôts. Ce montant n'inclut ni les profits d'un secteur de services local, ni les impôts provinciaux sur le revenu des sociétés ni les impôts fonciers municipaux.

Se fondant sur les hypothèses pour le scénario de base de l'étude de Secor et sur le régime fiscal actuel, Questerre estime que les impôts provinciaux et fédéraux sur le revenu des sociétés s'élèveront à 2,1 milliards de dollars pendant la durée du projet, avec des revenus de redevances provinciaux de 2 milliards. Dans le cas d'un développement à échelle plus grande, les impôts provinciaux et fédéraux sur le revenu des sociétés pourraient s'élever jusqu'à 8 milliards de dollars, avec des revenus de redevance de 7,3 milliards de dollars au gouvernement du Québec. Le développement d'un secteur de services local garantirait qu'une plus grande proportion des richesses créées resterait au Québec, accroissant ainsi davantage les recettes fiscales du gouvernement.*

Un secteur de services local accroît davantage les recettes fiscales du gouvernement grâce aux impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés

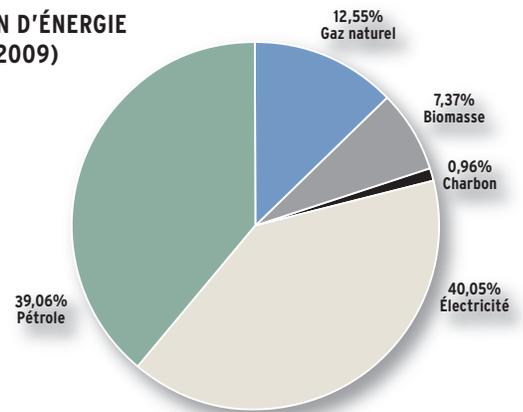
Une autre source de revenu pour les gouvernements municipaux serait les frais liés aux puits et les impôts fonciers sur la valeur des installations. Questerre estime que ces revenus pourraient varier de 375 millions à 1,4 milliards de dollars.

DES RÉDUCTIONS DANS LES IMPORTATIONS D'ÉNERGIE

Actuellement, le Québec consomme 187 milliards de pieds cubes de gaz par an. 100% de ce gaz est importé, principalement de l'Ouest du Canada.

Près de 50% des besoins en énergie du Québec sont assurés par le gaz naturel et le pétrole. En 2006, 11% était du gaz naturel importé de l'Ouest du Canada, pour un prix de 2 milliards de dollars. Les 38% restants étaient du pétrole importé principalement de l'Algérie, de la Norvège, de l'Est du Canada, du Royaume-Uni, du Mexique et du Venezuela.

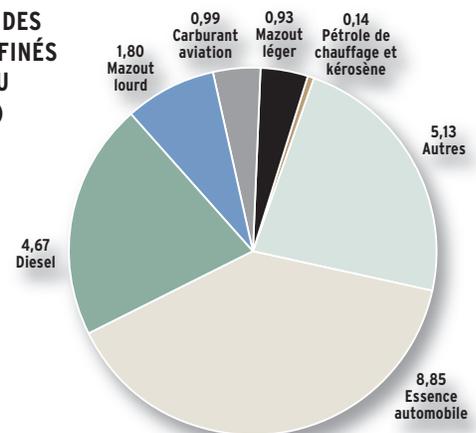
L'UTILISATION D'ÉNERGIE AU QUÉBEC (2009)



Source: MRNF

Ces importations pétrolières comprennent du mazout lourd, un combustible de basse qualité hautement polluant: sa forte teneur en carbone le place juste derrière le charbon. En 2010, le Québec était le plus important consommateur de mazout lourd, et sa consommation représentait un tiers de celle du Canada.

L'UTILISATION DES PRODUITS RAFFINÉS DU PÉTROLE AU QUÉBEC (2010) (en millions de mètres cubes)



Source: Statscan

Le gaz naturel des shales d'Utica représente une alternative moins dispendieuse et plus respectueuse de l'environnement. Selon Gaz Métro, au cours des douze dernières années au Québec, le gaz naturel était en moyenne 16% à 20% moins cher que le pétrole et 24% à 30% moins cher que l'électricité pour les petites et moyennes entreprises.

Un approvisionnement domestique en gaz naturel pourrait encourager de nouvelles industries locales.

Le développement d'un approvisionnement domestique en gaz naturel inciterait à stimuler la croissance des industries telles que les engrais et le méthanol, pour lesquelles le gaz naturel est une matière première essentielle.

*Le gouvernement de Québec a annoncé leur intention d'examiner le régime de redevances existantes.